

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18654 - 72ÈME ANNÉE

En finir avec une facture annuelle de plusieurs centaines de millions d'euros

La maîtrise de la politique de l'énergie : un pas vers la responsabilité



des énergies renouvelables pourra compenser la fermeture de la centrale au fioul. Malgré cela, EDF a construit une nouvelle centrale thermique dans la baie de La Possession. Et Albioma prépare la mise en service d'un équipement de ce type dans le Sud de l'île. Ce sont donc deux entreprises extérieures à La Réunion qui fixent le cap en matière de production d'électricité.

Sortir de la dépendance

L'utilisation des énergies renouvelables dépasse la question de la nécessaire protection de l'environnement et de l'atténuation du changement climatique. Elle est tout d'abord un gisement d'emplois. Si la stratégie de l'autonomie énergétique avait été poursuivie, la création de 15.000 emplois était attendue. Elle est ensuite un levier du développement de La Réunion. En effet, les énergies fossiles sont extraites à des milliers de kilomètres de La Réunion, puis transportées vers notre île. Leur prix dépend de cours sur lesquels La Réunion n'a aucune influence, elles sont en effet le reflet d'une conjoncture mondiale. Ces importations sont facturées plusieurs centaines de millions d'euros par an aux Réunionnais. Ce n'est pas le cas des énergies renouvelables qui sont gratuites. Le coût est alors déterminé par celui des infrastructures.

La maîtrise de l'énergie est une des clés de l'économie d'un pays. Il est donc important que les Réunionnais puissent définir eux-même leur politique énergétique.

La Réunion dépend fortement de l'importation d'énergies fossiles telles que le charbon et le pétrole. Le PCR préconise d'aller vers l'autonomie énergétique pour en finir avec cette dépendance, respecter l'Accord de Paris et lutter contre le chômage. Notre île dispose en effet d'importantes sources d'énergies renouvelables, mais le cadre actuel permet de ne pas en tenir compte et de continuer à favoriser les énergies fossiles.

En 1999, Paul Vergès a lancé le mot d'ordre d'autonomie énergétique pour 2025. Pour atteindre cet objectif, de nouveaux outils ont été créés et la Région a soutenu la recherche et l'application dans le domaine des énergies renouvelables. Cela a notamment permis à notre île de dépasser les 100.000 chauffe-eau solaires installés. Mais le changement de majorité à la Région en

2010 a remis cette politique en cause. La part des énergies renouvelables dans la consommation a diminué. Cette baisse est aussi due au cadre actuel qui ne fixe pas de limites à l'utilisation des énergies fossiles. En effet, lorsqu'il s'est agi de remplacer la centrale thermique du Port, l'Agence régionale de l'énergie Réunion (ARER) a réalisé une étude démontrant que le développement

M.M.

Yemen, au Soudan du Sud et en Somalie : plus de 30 millions de personnes ont besoin d'assistance

Appel à la solidarité avec les victimes des plus graves crises humanitaires

Le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, a déclaré vendredi devant le Conseil de sécurité qu'il fallait davantage d'argent pour financer l'assistance au Yémen, au Soudan du Sud et à la Somalie, trois pays où il vient d'effectuer une visite. S'agissant du Yémen, M. O'Brien a expliqué qu'il s'agissait de « la plus grave crise humanitaire au monde », où deux tiers de la population – 18,8 millions de personnes – ont besoin d'assistance.

« Plus grave crise humanitaire au monde » au Yemen

Alors que se poursuivent les combats, les déplacements de civils se multiplient, tandis qu'avec la destruction des infrastructures de santé, les maladies se propagent. M. O'Brien a regretté de constater qu'en dépit de leurs assurances, toutes les parties au conflit refusent de ménager un accès humanitaire et font de l'aide un enjeu politique. Pour 2017, la communauté humanitaire demande 2,1 milliards de dollars pour répondre aux besoins de 12 millions de personnes ayant cruellement besoin d'une assistance et d'une protection vitale. Jusqu'à présent, à peine 6 % de ce montant a été réuni, a déploré M. O'Brien. Une conférence de bailleurs de fonds est prévue le 25 avril à Ge-

nève, au niveau ministériel et sous la présidence du Secrétaire général de l'ONU.

Crise sans précédent au Soudan du Sud

« Je réitère le même message à tous : seule une solution politique au conflit permettra de mettre fin aux souffrances et de rétablir la stabilité régionale », a assuré le Coordonnateur des secours d'urgence. Selon lui, la contribution du secteur privé est capitale : les importations commerciales au Yémen doivent reprendre, y compris par le port de Hodaydah, a-t-il dit.

Evoquant ensuite sa visite au Soudan du Sud les 4 et 5 mars, M. O'Brien a dit que la situation y est « pire que jamais », avec plus de 7,5 millions de gens dans le besoin, soit 1,4 million de plus par rapport à l'an dernier, sans compter les 3,4 millions de personnes déplacées, dont près de 200.000 ont quitté le pays depuis janvier dernier. Il a dénoncé les hostilités incessantes, les restrictions à la liberté de mouvement et les obstacles bureaucratiques qui entravent les opérations humanitaires.

Somaliens menacés par la famine

S'agissant de la situation en Somalie, M. O'Brien a indiqué que plus de la moitié de la population, soit 6,2 millions de personnes, a besoin

d'assistance, dont, 2,9 millions sont menacées par la famine. En outre, près de 160.000 personnes ont été déplacées en raison de la gravité de la sécheresse.

Il a expliqué que de larges portions du territoire dans le sud et le centre de la Somalie restent sous le contrôle des Chabab. Dans ce pays aussi, les parties au conflit bloquent les voies d'approvisionnement, a regretté M. O'Brien. Pour ce pays, comme dans le nord-est du Nigéria, une augmentation des financements et un élargissement de l'accès sont nécessaires pour permettre aux partenaires d'éviter une catastrophe.

Le Secrétaire général adjoint a indiqué que, lors de la Conférence d'Oslo sur le Nigéria et le bassin du lac Tchad, 14 bailleurs de fonds ont fait des annonces de contribution d'un montant de 672 millions de dollars. Mais davantage est nécessaire pour réaliser l'objectif de 1,5 milliard de dollars.

« Voici ce que la communauté internationale et le Conseil de sécurité peuvent faire », a poursuivi M. O'Brien. Tout d'abord, contrer le plus rapidement possible les facteurs aggravants de la famine, comme par exemple en veillant à la levée des entraves à l'accès humanitaire. En outre, un soutien financier suffisant et en temps opportun est nécessaire pour prévenir le scénario catastrophe et les hostilités doivent cesser.

In kozman pou la rout

« Komansman, mèm lo dyab sé in zoli zanfan »

Moin lé sir zot i sézi sak mi sort mark an-o la, pars sa sé la vérité vré ! Rogard in kou bann bb dann bèrso la maternité, moin lé sir zot - konm moin - ni trouv an poin pli zoli k'sa. Parl pi si ou sé lo paran, pars pou bann paran z'ot zanfan i fé parti lo sète mèrvèy di mond. Sa lé konmsa é pa otroman. Aprés, lo tan i pass, lo zanfan i grandi, é firamézir li ramass bon kalité konm mové défo dann la sosyété. Pars la sosyété lé konm in rézèrvoir : dodan nana dé kalité, mé nana dé défo galman. Dizon toutsuit la pa in n'afèr ou i trap an nésan : sa la pa in n'afèr natirèl. Mé sa in n'afèr ou i trap dann out rolasyon an parmi la sosyété : donk sé in n'afèr kiltirèl. Sépa si zot i rapèl sak in filozof té i apèl Rousseau téi di ? Li té i di konmsa, l'om lé né bon mé sé la sosyété k'i koronp ali. Dizon sa i rovien sak moin la mark an-o la. Alé ! Mi lès azot fatig z'ot tète la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Edito**Solidarité avec Madagascar**

Le bilan du passage du cyclone Enawo à Madagascar s'alourdit. Un dernier bilan du Bureau national de gestion et des catastrophes fait état de 50 morts et plus de 170.000 sinistrés. Au moment de toucher la Grande île, Enawo était un cyclone tropical intense avec des vents de plus de 300 kilomètres par heure et des vagues de plusieurs mètres de haut. Il a ensuite traversé l'île du Nord au Sud en infligeant notamment des dégâts aux habitants de la capitale Antananarivo. Des millions de personnes ont donc été concernées. Des récoltes sont perdues. Il faudra plusieurs années pour que les agriculteurs touchés retrouvent leur niveau de production.

Le 7 mars dernier, Gélita Hoarau avait écrit au président du Sénat pour lui demander d'apporter son appui à l'accélération de la mobilisation des secours. « L'urgence réside désormais dans l'assainissement et l'abduction en eau potable. Tous les puits ont été souillés. La population commence à boire de l'eau stagnante, faute de mieux. Viendront ensuite la réhabilitation des écoles endommagées, la remise en état des poteaux électriques, aujourd'hui encore à terre. La compagnie d'eau et d'électricité prévoit un retour la normale d'ici 40 jours », écrit RFI. Il n'y a donc plus de temps à perdre pour éviter une catastrophe sanitaire.

Depuis plusieurs années, le Sud de Madagascar subit la répétition des sécheresses. L'an dernier, près d'un million de personnes étaient menacées par la famine. Cette année, c'est un puissant cyclone qui a ravagé le pays. La succession de ces catastrophes vaut à Madagascar d'être classé troisième pays le plus vulnérable au changement

climatique. Cette crise environnementale touche le pays au moment où il connaît sa période de transition démographique. De 4 millions de personnes en 1946, la Grande île est passée à 24 millions aujourd'hui et atteindra 45 millions en 2050. Cette croissance de la population impose la réalisation d'infrastructures et d'une économie capable de garantir le progrès social. À ces énormes chantiers s'ajoute celui de l'adaptation au changement climatique.

Le rôle de La Réunion peut donc s'inscrire dans l'aide d'urgence, et aussi dans le soutien à une politique d'adaptation au changement climatique. Dans ce domaine, notre île peut partager des technologies. Elle peut aussi contribuer à la construction d'une filière énergétique à partir des énergies renouvelables. De telles actions venant de notre île permettraient de réparer les dégâts de l'histoire. Pendant longtemps, La Réunion était en effet la base arrière de la colonisation de Madagascar par la France, qui lui a assigné le rôle de colonie colonisatrice. Cette situation était combattue par les progressistes réunionnais, dont certains menaient la lutte à Madagascar aux côtés du peuple malgache.

J.B.**Témoignages**

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

In sèl asanblé olèrk dé, in sinkantène konséyé olèrk san, mi pans sa lé sifizan pou nou !

Trozour moïn té apré ékout in moun i prézant konm prézidan la Républik an Frans. Li téi di, dan La Frans nana in kantité dépité (577) é in kantité sénatèr (plis 300) é ala ké li propoz diminyé la kantité bann z'élou pars d'apré li in kantité d'moun konmsa pou okip bann z'afèr piblik la pa vréman nésésèr. Mi pans li na rézon, sof k'i fo donn moins de moun plis moiyin pou fé lo travaye zot nana pou fé.

Isi La Rényon, si ou i kont lo nonm konséyé édépartmantal é lo nonm konséyé rézyonal ou i trouv près san pèrsone dann dé z'asanblé. Zot i pans pa, nana demoun an tro la-dan. Mi souvien in tan, lo brui téi kour dizan ké nana par-lain kinzène konséyé réjyonal é in kinzène konséyé départmantal k'i travaye pou vréman. Sof, konm moïn la fine dir, na poin asé éspésyalis pou ède azot pou fé konm ki fo z'ot travaye.

Pou kosa mi parl bann éspésyalis ? Pars, mi pans toulmoun i koné pa tout z'afèr. In l'égzanp : in konéyé réjyonal. Pou moïn li koné pa tout bann matyèr i domann ali pou konète si li vé fé son travaye konm i fo. Sirtou si li aksèp pa k'i roula li dann la farine pou bien fé son travaye.

Donk nou lé près in milyonn moun dann in péi 2500km² solman. Nana par-la san pèrsone pou okip bann z'afèr lo konsèy réjyonal é lo konsèy départmantal lé konpétan. Tro sé tro : la moiyé i fé déza bonpé, mé in moiyé bien konséyé, bien édé, par demoun bien formé. Ala pou kosa kan ni domann in l'asanblé unik avèk bann pouvoïr ranforsé, mi pans nou néna rézon é pliské.

Justin